

**I.R.E.C**

**INSTITUT DE REVISION ET D'EXPERTISE COMPTABLE**

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES, MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS

9 bis rue Dupleix – 75015 PARIS

Mail : [contact@ltc-irec.com](mailto:contact@ltc-irec.com)

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

---

**Association pour la Formation et l'Information  
des conseillers Prud'hommes - A.F.I.P**

**141 avenue du Maine**

**75680 PARIS CEDEX 14**

**I.R.E.C****INSTITUT DE REVISION ET D'EXPERTISE COMPTABLE**SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES, MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS

9 bis rue Dupleix – 75015 PARIS

Mail : [contact@ltc-irec.com](mailto:contact@ltc-irec.com)**Association pour la Formation et l'Information  
des conseillers Prud'hommes - A.F.I.P****141 avenue du Maine****75680 PARIS CEDEX 14****RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS****EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

---

A l'assemblée générale de l'association Association pour la Formation et l'Information des conseillers Prud'hommes - A.F.I.P,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Association pour la Formation et l'Information des conseillers Prud'hommes – A.F.I.P, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de Trésorerie du trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

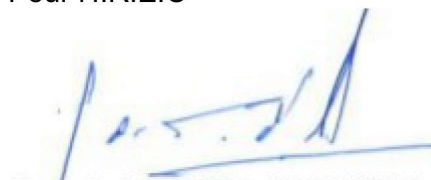
Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

PARIS, le 21 Février 2025

Le commissaire aux comptes,  
Pour l'I.R.E.C



**Guy de LA TOUR d'ARTAISE**

## BILAN ACTIF AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
<b>Total I</b>	- €	- €	- €	- €
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	- €	- €	- €	- €
Autres	- €	- €	- €	- €
Produits à recevoir	1 460 582,20 €	- €	1 460 582,20 €	2 931 599,44 €
Disponibilités	113 424,28 €	- €	113 424,28 €	143 444,36 €
Charges constatées d'avance	- €	- €	- €	- €
<b>Total II</b>	<b>1 574 006,48 €</b>	<b>- €</b>	<b>1 574 006,48 €</b>	<b>3 075 043,80 €</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>	<b>1 574 006,48 €</b>	<b>- €</b>	<b>1 574 006,48 €</b>	<b>3 075 043,80 €</b>

**BILAN PASSIF AU 31/12/2024**

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	- 1 109,28 €	- 4 279,76 €
Excédent ou déficit de l'exercice	6 678,35 €	3 170,48 €
<b>Total I</b>	<b>5 569,07 €</b>	<b>1 109,28 €</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>Total II</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	- €	- €
Provisions pour charges	- €	- €
<b>Total III</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>DETTES</b>		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	347 507,77 €	337 581,61 €
Produits constatés d'avance	1 185 800,00 €	2 695 000,00 €
Charges à payer	35 129,64 €	43 571,47 €
<b>Total IV</b>	<b>1 568 437,41 €</b>	<b>3 076 153,08 €</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>1 574 006,48 €</b>	<b>3 075 043,80 €</b>

**COMPTE DE RESULTAT 01/01/2024 au 31/12/2024**

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	1 060,00 €	984,00 €
Ventes de biens et services	- €	- €
Ventes de biens	- €	- €
Produits de tiers financeurs	- €	- €
Concours publics et subventions d'exploitation	944 112,40 €	1 042 076,94 €
Contributions financières	- €	- €
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	- €	- €
Autres produits	- €	- €
<b>Total I</b>	<b>945 172,40 €</b>	<b>1 043 060,94 €</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
<b>Achats</b>		
Achats d'études et prestations de services	- €	- €
Achats non stockés de matières et fournitures	10 893,89 €	18 973,53 €
<b>Services extérieurs</b>		
Locations	59 800,26 €	86 681,69 €
<b>Autres services extérieurs</b>		
Charges diverses exterieures	872 260,04 €	937 522,74 €
<b>Total II</b>	<b>942 954,19 €</b>	<b>1 043 177,96 €</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>2 218,21 €</b>	<b>- 117,02 €</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	- €	- €
Autres intérêts et produits assimilés	4 662,14 €	3 287,50 €
<b>Total III</b>	<b>4 662,14 €</b>	<b>3 287,50 €</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	- €	- €
Intérêts et charges assimilées	- €	- €
<b>Total IV</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>4 662,14 €</b>	<b>3 287,50 €</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>6 880,35 €</b>	<b>3 170,48 €</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	- €	- €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	- €	- €
<b>Total V</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	- €	- €
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	- €	- €
<b>Total VI</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
Impôts sur les bénéfices (VIII)	202,00 €	- €
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>949 834,54 €</b>	<b>1 046 348,44 €</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI+VIII)</b>	<b>943 156,19 €</b>	<b>1 043 177,96 €</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>6 678,35 €</b>	<b>3 170,48 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>949 834,54 €</b>	<b>1 043 177,96 €</b>



Association pour la Formation et l'Information des Conseillers  
Prud'hommes

141 Avenue du Maine – 75014 PARIS

## **Annexe aux comptes annuels**

**Exercice du 01/01/24 au 31/12/24**

L'AFIP (Association pour la Formation et l'Information des conseillers Prud'hommes) a pour but de promouvoir et développer l'information et la formation des conseillers prud'hommes dans le domaine du droit du travail, de l'organisation judiciaire et administrative et des procédures prud'homales.

1. Règles et méthodes comptables
2. Informations relatives au bilan, au compte de résultat
3. Informations complémentaires
4. Informations spécifiques

Les comptes de L'AFIP se caractérisent au 31 décembre 2024 par :

**Total du bilan : 1 574 006 €**

**Total des ressources : 949 835 €**

- **Excédent (ou déficit) de l'exercice : 6 678 €**

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de l'AFIP pour l'exercice ouvert du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

### **Faits caractéristiques de l'exercice :**

L'AFIP a effectué moins de sessions que l'année précédente expliquant ainsi certaines variations des postes de charges.





## **1 - Règles et méthodes comptables**

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
  - Permanence des méthodes comptables ;
  - Indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux :

- Dispositions particulières prévues par le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Et aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 modifiés, relatif au plan comptable général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### **1.1 - Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction la durée de vie prévue.



### **1.2 - Immobilisations financières**

Elles concernent des titres de participations ou des dépôts de garantie. Les titres immobilisés sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition.

### **1.3 - Créances**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **1.4 - Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **1.5 - Fonds syndicaux**

Ils concernent le cumul des excédents antérieurs.

### **1.6 - Provisions pour risques et charges**

Conformément au règlement CRC 2000-06 appliqué à partir du 1er janvier 2002, des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable

### **1.7 - Dettes fournisseurs et autres dettes**

Toutes les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale.

## **2 - Informations relatives au bilan et au compte de résultat**

### **2.1 Immobilisations et amortissements**

Les mouvements des immobilisations et des amortissements sont retracés dans les tableaux ci-dessous :

<b>Immobilisations</b>	Valeurs brutes au 01/01/N	Acquisitions	Cessions	Valeurs brutes au 31/12/N
<b>Immobilisations Corporelles :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Installations agencements</li> <li>- Matériel de bureau</li> <li>- Mobilier</li> </ul>	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
<b>TOTAL GENERAL</b>				

<b>Amortissements</b>	Amortissements au 01/01/N	Dotations	Reprises	Amort. au 31/12/N
<b>Immobilisations Corporelles :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Installation, agencements</li> <li>- Matériel de bureau</li> <li>- Mobilier</li> </ul>	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT
<b>TOTAL GENERAL</b>				

## 2.2 État des créances

<b>Créances</b>	Au 31/12/N
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créances liées à des participations</li> <li>- Disponibilités</li> <li>- Créances autres</li> <li>- Charges constatées d'avance</li> </ul>	113 424.28 € 1 460 852.20 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	1 574 006.48 €

### 2.3 Charges à payer et produits à recevoir

- Les charges à payer concernent essentiellement des notes de frais au 31/12/N.
- Les produits à recevoir concernent essentiellement des aides non reçues, des intérêts de placements

### 2.4 Fonds syndicaux

La situation nette a évolué comme le présente le tableau ci-dessous pendant l'exercice :

Fonds syndicaux	Au 31/12/N
- Fonds syndicaux 31/12/N-1	-1 109.28 €
- Résultats de l'exercice N	6 678.35 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 569.07 €</b>

### 2.5 État des dettes :

Dettes	Au 31/12/N
- Emprunt et dettes financières	
- Dettes fournisseurs	347 507.77 €
- Autres dettes	35 129.64 €
- Produits constatés d'avance	1 185 800.00 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 568 437.41 €</b>



Association pour la Formation et l'Information des Conseillers  
Prud'hommes

141 Avenue du Maine – 75014 PARIS

### **3 - Informations complémentaires**

#### **3.1 - Divers**

L'Association bénéficie de mise à disposition de personnels et de locaux qui font l'objet de refacturation par la Confédération.

#### **3.2 – Contribution publique de financement**

L'association bénéficie d'une convention triennale 2023-2025 de subvention des formations de Conseillers Prud'hommes. Les produits constatés d'avance s'élèvent donc à 1 185 800 €.